

04/08/2025

La colère contre la politique austéritaie du gouvernement Macron-Bayrou n'a qu'un moyen pour s'exprimer la lutte pour inverser le rapport de force

Depuis la mi-juillet chaque ministre multiplie les interventions pour faire avaler la potion amère du plan de redressement austéritaie concocté par Bayrou et son gouvernement sous prétexte de dette publique qu'ils veulent faire payer aux travailleurs.

Vautrin, la ministre du Travail et de la Santé, occupe une place de choix dans les *media*, la semaine dernière elle présentait les grandes lignes du plan du gouvernement pour la Santé pour réaliser cinq milliards et demi d'euros d'économies¹. Cette semaine, elle détaille les principaux axes du projet de loi contre la fraude sociale, « *une trahison de celles et ceux qui cotisent pour financer notre modèle social* » et le contrôle des arrêts maladie.

La Fraude sociale, Le Haut Conseil du Financement de la Protection Sociale (HCFiPS)² évalue à 13 milliards d'euros. La ministre du Travail et de la Santé veut mettre sous contrôle les comptes en banque des assurés sociaux, leurs déplacements, leur patrimoine et améliorer le recouvrement sur les « allocations chômage ». Par ces mesures, elle cible essentiellement les travailleurs, les classes populaires. Alors que le rapport du HCFiPS précise « *que l'essentiel de la fraude trouve son origine dans les pertes associées aux cotisations sociales, la part des assurés et notamment des minima sociaux est faible* ». La fraude est réalisée par des entreprises qui ne déclarent pas ses employés ou ne payent pas leurs cotisations sociales, il faut effectivement les faire payer, sans se tromper de cible : les entreprises sont les fraudeurs, pas les ménages.

Le montant de la fraude sociale représente près de 10 fois moins que la fraude fiscale estimée, entre 80 et 100 milliards d'euros. Le Medef félicite le gouvernement Bayrou-Macron des mesures prises contre la « fraude sociale », il est particulièrement silencieux sur la fraude fiscale et pour cause l'ancien président du Medef, Ernest-Antoine Seillière a été condamné en 2022 à trois ans de prison avec sursis pour « fraude fiscale » ...Quant à Bayrou et Vautrin les seuls fraudeurs sont les travailleurs.

Contrôle des arrêts maladie. Parmi les mesures du futur projet de loi, * renforcement du contrôle des médecins qui prescrivent « trop » d'arrêts maladie. Le gouvernement prévoit de renforcer la procédure de « mise sous objectif » cela oblige le praticien « *à faire baisser son pourcentage d'arrêts* », sous peine de sanction disciplinaire.

* La ministre de la santé veut « mettre un terme aux arrêts de travail prescrits de manière abusive », aux arrêts de travail « non justifiés », limiter la durée du premier arrêt de travail, contrôles renforcés sur les arrêts longs .

* Responsabilisation des patients et les médecins ! Ces mesures ne sont rien d' « autres que celles prônées par le Medef : les arrêts maladie sont des abus », sapant le jugement des médecins et ouvrant la porte à toutes les idées réactionnaires sur le « salarié fainéant et profiteur »

Les réformes du gouvernement Macron-Bayrou remettent en cause des décennies de combats contre la casse de la Sécurité Sociale pour le droit à la santé pour tous. Dans notre Communistes-Hebdo N°730, nous mettons en lumière le caractère central de la lutte pour la protection sociale : « ***Le système de santé français avec la Sécurité Sociale est une conquête du peuple. Malgré les attaques incessantes contre la Sécurité Sociale, la résistance au travers des luttes des salariés a permis de maintenir des éléments structurant de la Sécurité Sociale. Les droits à se faire soigner, à avoir une bonne retraite, aux aides pour les familles sont profondément ancrés dans la conscience collective des travailleurs et les ripostes aux mesures contre la Sécurité Sociale ont été parmi les plus*** »

fortes des dernières décennies. C'est en s'appuyant sur cette réalité qu'il est possible de mettre cette question au centre des luttes nécessaires pour imposer une Sécurité Sociale au service de tous les salariés »³.

La réponse à la politique austéritaire du gouvernement Macron-Bayrou : la colère cherche un moyen de s'exprimer

72% des Français jugent que les efforts demandés ne sont pas « équitablement » répartis et sont trop importants, un score en hausse de 12 points en quinze jours⁴.

Les annonces budgétaires de Bayrou ont suscité une colère qui s'exprime dans l'appel à bloquer le pays le 10 septembre prochain⁵, par la pétition intersyndicale exigeant l'abandon immédiat des mesures du budget Bayrou qui a recueilli plus de 300.000 signatures.

Bayrou craint les luttes, les « *troubles sociaux* » pour reprendre sa terminologie, qui pourraient avoir lieu à la rentrée, d'autant que des fédérations CGT de la chimie et celle du commerce appelle à rejoindre la mobilisation du 10 septembre par la grève. Il est suffisamment inquiet pour se transformer en *youtubeur* via une chaîne sur YouTube et un podcast, baptisés « FB Direct » pour tenter de convaincre que ces efforts et leur ampleur sont non seulement « nécessaires », mais qu'ils sont aussi « supportables ».

Une chose est sûre, les offensives brutales que veut imposer le gouvernement ne seront pas bloquées par la censure du gouvernement, ni par le *dialogue social entre partenaires* mais par la lutte de classe qui oppose dans un combat économique et politique le capital et le travail.

Seul le développement de grèves ouvrira la perspective de renverser le pouvoir aux mains du capital et son remplacement par une société socialiste Cette idée fondamentale doit revenir au centre du combat : abattre le capitalisme tous ensemble pour que ça change.

1. Hebdo n° 936 31/07/2025 : Imposer et organiser la lutte par la grève pour faire échec à la politique d'austérité et à la destruction de la protection sociale.
2. Rapport Pour un redressement durable de la sécurité sociale, juin 2025
3. Hebdo 730 18 08 2021. La lutte pour le maintien d'un système de santé pour tous
4. Sondage Elabe
5. Hebdo N°936 31/07/2025. Imposer et organiser la lutte par la grève pour faire échec à la politique d'austérité et à la destruction de la protection sociale.